



DANS CE NUMÉRO:
PROJET DU FJS POUR LES
JOURNALISTES MEXICAINS >>
PAGE 2
BUDGET DE L'ALBERTA >> PAGE 3
DÉFI DES ÉLECTIONS
>> PAGE 4

VOLUME 3, NO.22

WWW.UNIFOR.ORG

5 NOVEMBRE 2015



uniFORUM

Le nivellement par le bas?
 Il existe une solution

 **UNIFOR**
 the Union | lesyndicat

Unifor.org/WorkplaceChanges

Unifor a lancé une nouvelle campagne afin de réclamer une mise à jour des normes d'emploi et des lois du travail pour tenir compte de la réalité actuelle du travail précaire. Consultez aussi l'affiche à détacher sur le travail précaire.

Unifor s'attaque au travail précaire

Unifor propose des changements profonds aux normes d'emplois et lois du travail en Ontario afin de mieux tenir compte de la réalité du travail moderne dans une ère d'emplois précaires, à temps partiel et à faible salaire, ainsi que pour donner à plus de travailleuses et travailleurs ontariens une chance égale de former un syndicat.

« Le travail est devenu de plus en plus précaire aujourd'hui. Pour de plus en plus d'Ontariens, notamment les jeunes travailleurs, la perspective d'un emploi avec des heures régulières, voire suffisamment d'heures pour soutenir une famille, semble hors de portée », a déclaré Katha Fortier, directrice de la région de l'Ontario d'Unifor.

Unifor a rendu public son mémoire dans le cadre de l'Examen portant sur l'évolution des milieux de travail du gouvernement de l'Ontario, à l'occasion de l'ouverture du Sommet économique annuel de l'Ontario. Katha Fortier et l'économiste Jim Stanford étaient présents au Sommet. Jim Stanford

Entente conclue avec No Frills

Les membres de la section locale 414 d'Unifor ont conclu une entente de principe avec les épiceries No Frills. L'unité comprend 1 265 travailleuses et travailleurs dans 19 épiceries en Ontario.

« Nous continuons à défricher du terrain dans le secteur du commerce de détail », a déclaré Christine Connor, présidente de la section locale 414 d'Unifor.

« Les précisions au sujet de l'entente seront disponibles lorsqu'elle aura été ratifiée par les

>> Suite à la page 2

Unifor est optimiste face à l'avenir de Bombardier

Les délais de livraison des tramways ne devraient pas menacer les emplois de qualité, affirme Unifor.

En octobre, Bombardier Transport a avisé la commission de transport de Toronto que le calendrier de livraison des nouveaux tramways n'allait pas être entièrement respecté.

Les tramways sont fabriqués par l'usine de Bombardier à Thunder Bay qui emploie 1 200 personnes, dont 900 sont membres de la section locale 1075

d'Unifor.

« Unifor croit qu'il y a des manières d'améliorer la productivité. Nous avons des idées novatrices et nous en discutons avec la compagnie », a déclaré Andy Savela, représentant national d'Unifor.

La commission de transport de Toronto a voté le 29 octobre pour poursuivre Bombardier en raison des délais de livraison, mais n'a pas retiré la compagnie de sa liste de fournisseurs préférés.

Le président-directeur général

>> Suite à la page 3

>> Suite à la page 3

Ratifications

Ratification #1

Près de 140 membres de la section locale 8300 d'Unifor travaillant au refuge pour sans abris Shepherds, à Ottawa, ont ratifié une nouvelle entente qui prévoit des hausses salariales de 1,5 p. cent chaque année de la convention collective de trois ans, ainsi que d'autres améliorations.

Une prime de 300 dollars est prévue aussi à la signature, ainsi que des hausses salariales de 0,50 cent chaque année pour les chargés de dossiers et une hausse de 0,25 cent pour les employés à l'entretien.

L'employeur a aussi accepté de verser 1 000 dollars par année en guise de contribution au programme des congés-éducation payés pour les membres d'Unifor. Une allocation annuelle de 125 dollars pour l'achat de chaussures est aussi prévue ainsi qu'une disposition pour les uniformes du personnel d'entretien et de ménage.

Des changements ont été apportés également aux dispositions portant sur les postes vacants temporaires, les classifications et les employés à temps partiel.

Un projet du FJS pour la sécurité des journalistes mexicains a déjà un impact positif

Un projet du Fonds de justice sociale d'Unifor visant à protéger les journalistes au Mexique, l'un des endroits les plus dangereux au monde pour être journaliste, a déjà commencé à revitaliser leur syndicat.

Le projet a démarré au printemps et se poursuit pendant trois ans. Avec le financement du FJS, le Sindicato Nacional de Redactores de la Prensa (SNRP), qui représente des journalistes au pays, a tenu des assemblées partout au Mexique au courant de l'été pour parler aux membres des changements nécessaires afin d'assurer leur sécurité.

Les participantes et participants à ces assemblées se réuniront à Mexico à la fin du mois de novembre pour comparer leurs notes et proposer un manuel aux

militantes et militants syndicaux afin d'améliorer la sécurité des journalistes.

Cette initiative a insufflé une nouvelle énergie et de l'optimisme au sein du SNRP, un syndicat de longue date au Mexique qui a souffert à la suite d'attaques répétées contre des journalistes, mais a de l'espoir maintenant pour l'avenir, selon ce qu'a rapporté la journaliste péruvienne Zuliana Lainez à la Fédération internationale des journalistes (FIJ).

« Cela n'aurait pu être possible sans l'aide d'Unifor », a-t-elle affirmé.

Le projet est administré par la FIJ. Zuliana Lainez a participé au Conseil des médias d'Unifor en juin, notamment lors d'une discussion en panel et en



prononçant une allocution.

Neuf journalistes ont été tués au Mexique cette année. Depuis 1992, une personne seulement a été accusée d'avoir tué un journaliste, ce qui fait du Mexique l'un des pays les plus risqués pour pratiquer le métier.

Unifor participe à une campagne de la FIJ pour lutter contre une telle impunité face aux assassinats de journalistes. Vous pouvez suivre la campagne sur Twitter à #endimpunity.

>> Suite de "Entente conclue avec No Frills" on page 1

membres. »

Les assemblées de ratification ont lieu cette semaine.

Le secteur du détail est le plus important de l'économie canadienne, et dont la croissance est la plus grande. Mais, c'est aussi le secteur qui verse les salaires les plus bas, le roulement y est le plus élevé et il offre le moins grand nombre d'heures de travail.

« Cette entente s'appuie sur l'élan que les membres d'Unifor ont amorcé dans le secteur du commerce de détail, elle démontre aussi que nous sommes le syndicat qui change la vie de nos membres dans ce secteur », a affirmé Jerry Dias, président national d'Unifor.

Unifor est l'un des plus grands syndicats de travailleuses et travailleurs du secteur du détail, regroupant plus de 20 000

membres qui travaillent dans des supermarchés, des pharmacies, des magasins d'appareils électroniques et d'autres commerces de détail partout au Canada.

« Nos membres réussissent continuellement à améliorer les conditions de travail dans le secteur du détail, a ajouté Jerry Dias. Nous devons être fiers de cette nouvelle entente. »



Uniforum est publié toutes les deux semaines par Unifor, le plus grand syndicat du secteur privé au Canada.

Vous pouvez nous joindre au:

Uniforum

Service des communications d'Unifor

205 Placer Court, 5e étage

Toronto (Ontario) M5H 3H9

1-800-268-5763

communications@unifor.org

www.unifor.org



Unifor a accordé la priorité aux besoins des travailleuses et travailleurs du secteur du détail.

>> Suite de "Unifor s'attaque..." on page 1

a participé à un panel sur la nature changeante du travail.

Le mémoire porte sur les lois en Ontario parce que la province mène un examen de ses lois du travail, mais les idées incluses peuvent s'appliquer à l'ensemble du pays.

Dans son mémoire de 156 pages déposé à l'Examen, Unifor formule un total de 43 recommandations spécifiques qui tiennent compte des contributions des sections locales d'Unifor en Ontario, dont plusieurs ont comparu devant les conseillers lors des assemblées consultatives publiques tenues au courant de l'été et de l'automne.

La version complète du mémoire d'Unifor comprend plusieurs changements proposés à la Loi sur les normes d'emploi afin de protéger davantage

les travailleuses et travailleurs occupant des emplois précaires et irréguliers. Les propositions d'Unifor sont, entre autres : des règles sur les horaires, plus d'opportunité pour un emploi à temps plein, tenir les employeurs responsables des actions des agences de travail temporaire, des avantages sociaux pour les travailleuses et travailleurs à temps partiel, et une approche proactive à la mise en application des normes d'emploi.

Les changements à la Loi sur les relations de travail moderniseraient l'accréditation syndicale et la négociation d'une première convention, y compris des procédures de vote électronique, les votes d'accréditation dans les lieux de travail neutres, l'arbitrage d'une première convention et les droits accordés au syndicat successeur lorsque des services à contrat sont transférés.

>> Suite de "Unifor est optimiste face à l'avenir de Bombardier" on page 1

de la commission de transport de Toronto, Andy Byford, a dit que les tramways sont « fabuleux », et que le seul problème est qu'il en veut davantage.

Bombardier est un important employeur en Ontario, avec près de 2 200 employés hautement qualifiés et plus de 1 000 fournisseurs.

« Nous sommes impatients d'assurer le succès de Bombardier », a déclaré Andy Savela. « Alors que le Canada lutte fort pour protéger et créer des emplois bien rémunérés, nous devons nous assurer de faire tout ce que nous pouvons pour maximiser les avantages découlant des activités de Bombardier en Ontario. »

Unifor croit que Bombardier, le gouvernement provincial et la commission de transport de Toronto peuvent trouver une manière de répondre aux préoccupations et d'assurer un

bon avenir à Bombardier, ainsi qu'aux milliers d'Ontariennes et d'Ontariens dont le gagne-pain dépend du succès de Bombardier.

« Nos membres sont très fiers de fabriquer des véhicules de calibre mondial et ont été particulièrement fiers de la réception extrêmement positive que les nouveaux tramways ont reçu des passagers de la commission de transport de Toronto », a affirmé Andy Savela.

« Nous comprenons les préoccupations de la commission de transport et l'importance de les aborder. Nous demandons que ces préoccupations soient abordées sans porter atteinte aux avantages économiques à long terme qui découlent du succès de Bombardier Transport. »



D'autres recommandations comprennent l'établissement de normes de travail à l'échelle d'un secteur tant pour les travailleuses et travailleurs syndiqués que non-syndiqués, de sorte que les compagnies ne pourraient se faire concurrence sur la base de salaires et d'avantages sociaux de plus en plus bas.

« Trop de travailleuses et travailleurs sont confrontés aujourd'hui à un avenir où ils occupent un mauvais emploi après l'autre, parfois même plus d'un emploi en même temps

afin de joindre les deux bouts. Ils sont tellement dépendants de ces emplois qu'ils hésitent à en parler, alors que c'est leur droit, car ils craignent de perdre le peu de travail qu'ils ont », a affirmé Katha Fortier.

« Les travailleurs font face à trop d'obstacles pour s'associer avec leurs collègues en vue de former un syndicat. En outre, le nivellement vers le bas dans des secteurs entiers de notre économie rend la progression encore plus difficile. »

Le budget du gouvernement néo-démocrate de l'Alberta investit dans l'éducation et l'emploi

Des investissements importants dans l'éducation, à tous ses niveaux, comptent parmi les points saillants du premier budget du gouvernement néo-démocrate de l'Alberta.

Les investissements annoncés dans le budget serviront à embaucher du personnel de soutien et des enseignants afin de rehausser la qualité de l'éducation publique. Les investissements gouvernementaux dans les écoles primaires et secondaires passeront à 8,1 milliards de dollars d'ici 2017. « Le gouvernement de Rachel Notley a compris : une éducation publique de qualité est un investissement à long terme pour l'Alberta », a déclaré Don Boucher, directeur local d'Unifor en Alberta. De plus, le budget de l'Alberta instaure un programme alimentaire dans les écoles et

prévoit un investissement annuel de 45 millions de dollars afin de réduire les frais de scolarité pour les familles.

La première ministre Rachel Notley a décidé de maintenir des services de première ligne de qualité pendant la période de ralentissement économique, contrairement au gouvernement précédent qui avait promis des compressions massives. Le premier budget de Mme Notley prend des mesures pour stimuler l'emploi en mettant en place un « programme incitatif à la création d'emplois » qui pourrait créer 27 000 nouveaux emplois par année jusqu'en 2017.

« Le gouvernement a une vision à long terme de la prospérité économique », a indiqué Joie Warnock, directrice de la région de l'Ouest d'Unifor.



SHEILA SAMPATH
33 VINE AVE.
TORONTO ON M6P 1V6



DANS CE NUMÉRO Unifor lance une campagne importante pour mettre à jour les normes d'emploi et les lois du travail afin de tenir compte de la réalité actuelle du travail précaire; ce numéro comprend une affiche à détacher sur le sujet. Nous présentons aussi un projet du FJS pour la sécurité des journalistes mexicains, et une nouvelle entente chez No Frills.

Défi des élections fédérales

Il s'agit d'une version abrégée d'un blogue du président national d'Unifor, Jerry Dias. Pour lire la version complète, consultez le lien Unifor.org/en/blog.

De toute évidence, ces élections fédérales historiques se sont démarquées par l'immense appel des Canadiennes et Canadiens à l'égard d'un changement au gouvernement et dans la direction donnée au pays. Les Libéraux ont reçu le mandat de provoquer un changement progressiste. Or, provoquer un vrai changement durable n'est jamais facile; cela ne commence et ne se termine pas à la boîte de scrutin.

Si nous voulons voir de vrais changements, nous devons compter sur le NPD non seulement pour qu'il tienne les Libéraux responsables, mais aussi pour qu'il offre ses idées

par rapport au changement, ce qui devrait permettre d'enrichir et d'approfondir le type de changement que nous pouvons accomplir.

Les Libéraux se sont engagés de manière importante pendant la campagne électorale; ces engagements devront être respectés afin de créer le changement qu'attendent clairement les Canadiennes et Canadiens.

De façon importante, les Libéraux et le NPD ont convenu de l'importance de s'attaquer à plusieurs enjeux, dont: le Régime de pensions du Canada, les infrastructures publiques, une réforme fiscale, l'assurance-maladie, les services de garde, les gaz à effet de serre, le soutien aux industries clés, l'annulation des attaques du gouvernement Harper contre les syndicats,



Tracey Ramsey, membre de la section locale 200 d'Unifor, et députée néodémocrate nouvellement élue, est entourée de partisans le soir de l'élection.

les droits des travailleuses et travailleurs, les organisations non-gouvernementales et une enquête publique sur les femmes autochtones assassinées et disparues.

Cette liste d'actions à prendre est ambitieuse. Pour l'accomplir, l'implication et la vigilance du NPD seront nécessaires.

Il n'y a pas seulement une occasion pour les Libéraux et le NPD de travailler ensemble. Justin Trudeau et Tom Mulcair doivent agir de manière responsable dans le meilleur intérêt des Canadiennes et Canadiens, ce qui implique de devoir travailler ensemble.